

003-2017

Rédacteur : William LEVASSEUR

Panama, le 19 janvier 2017

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°3 de la semaine du 13 au 19 janvier 2017
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

BOLIVIE

Les redevances minières atteignent 134 MUSD en 2016. Selon le Service National d'Enregistrement et Contrôle de la Commercialisation des Minéraux et des Métaux (Senarecom), la Bolivie aurait collecté 929 M BOB (environ 134 MUSD) en redevances minières en 2016. Les « départements » (régions) qui ont reçu le plus de ressources sont Potosi (89 MUSD) et La Paz (22 MUSD).

Accord d'exploration et d'exploitation pétrolière à Charagua. Le président de Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos (YPFB), Guillermo Acha, et son homologue à YPF Argentina, Miguel Angel Gutierrez, ont signé le contrat de services pétroliers de Charagua, à Santa Cruz. D'après YPFB, cette zone représenterait un gisement d'environ 2,7 TCF de gaz naturel. Le contrat de services a une durée de 40 ans et les activités d'exploration et d'exploitation nécessiteront un investissement d'environ 1,2 Md USD.

COLOMBIE

Forte chute de la production de pétrole en 2016. La production pétrolière colombienne est ressortie à 885 000 b/j en moyenne annuelle en 2016, soit une baisse de 11,85% par rapport à 2015. Cette mauvaise performance a conduit les autorités colombiennes à tabler pour l'exercice 2017 sur une production de 865 000 b/j, avec un cours moyen de 50 \$/baril pour le Brent.

Ajustement des prévisions macroéconomiques 2017. Le ministère des Finances a révisé à +2,5% (contre +3,5% dans la loi de finances) sa prévision de croissance pour 2017. Compte tenu d'un taux de change moyen à peu près stable, à 3037 COP/USD contre 3053 en moyenne annuelle en 2016 (en baisse de 11,8% sur l'année), le PIB s'établirait à environ 298 Md USD. Le secteur des hydrocarbures et mines demeurerait en récession (-0,2% contre -6% estimés en 2016), tandis que l'agriculture (+2%), l'industrie (+3,4%) et surtout les travaux publics (+8%) s'afficheraient en croissance. Par composante de la demande, la consommation progresserait de +2,3% et l'investissement se redresserait (+1%) après une année 2016 très mauvaise (-4,1%). L'IPC progresserait pour sa part de 3,7% (5,75% en 2016), tandis que le compte courant poursuivrait son redressement, avec un déficit limité à -3,5% du PIB (pour mémoire, -6,5% en 2015).

Les marchés internationaux expriment leur confiance dans la dette colombienne. La Colombie vient de lever 2,5 Md USD sur les marchés internationaux, à travers deux émissions souveraines distinctes : un titre à 10 ans pour 1 Md USD, avec un coupon de 3,875% (soit un spread de 160 points de base) et la réouverture à hauteur d'1,5 Md d'une émission à échéance 2045 avec un coupon de 5% (spread de 210 pb). Avec le grand succès de ces deux émissions, les nécessités de financement externe de marché de la Colombie pour 2017 sont d'ores et déjà pourvues à hauteur de 83%.

EQUATEUR

Derniers chiffres de l'emploi et de l'inflation. Selon l'Institut National des Statistiques et des Recensements (INEC) le chômage a atteint 5,2% à fin 2016, (contre 4,8% en décembre 2015). L'emploi « adéquat » (emploi formel et déclaré au sens de l'INEC) s'établit à 41,2% de la population active. L'inflation (en g.a.) est revenue à 1,12% au 31 décembre 2016, contre 3,38% à la même période de l'année précédente.

Nouveau prêt de la Banque centrale. Octroyé au ministère des Finances, ce prêt de 549,6 MUSD est destiné au paiement d'une partie de la dette de l'Etat central aux collectivités locales (786 MUSD en total). Depuis 2015, la Banque centrale a prêté 4,8 Md USD à l'Etat.

HAÏTI

L'insécurité alimentaire diminue mais reste préoccupante. Le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire dans les départements de Grand'Anse et du Sud, les plus touchés par l'ouragan Matthew, diminue régulièrement, passant d'environ 1 million à 400 000 selon les estimations du Programme alimentaire mondial (PAM).

JAMAÏQUE

L'inflation à son plus bas niveau depuis 1964. Selon le gouverneur de la Banque centrale, l'inflation aura atteint un plus bas de 1,7% en 2016 mais est attendue en hausse sensible en 2017, à 5%. Pour l'année budgétaire 2015-2016 (1^{er} avril-31 mars), la croissance s'établirait entre +1,5% et +2%. Fin 2016, les réserves internationales atteignaient 2,7 Md USD soit environ 5,2 mois d'importation de biens et services.

PEROU

437 M USD d'investissements annoncés pour le lac Titicaca. Le président Kuczynski a annoncé la construction de 10 usines de traitement des eaux usées pour décontaminer le lac Titicaca, à environ 3800 m d'altitude et partagé avec la Bolivie. Le projet bénéficiera à un million de personnes et sera exécuté en partenariat public-privé (PPP), avec une concession de 30 ans.

903 M USD issus de la corruption auraient été blanchis au Pérou depuis 2014. Selon les 142 rapports publiés par l'Unité d'intelligence financière (UIF) du Pérou, des opérations d'un montant de l'ordre de 1,1 Md USD effectuées entre 2007 et 2016 seraient suspectées d'être des opérations de blanchiment d'argent en provenance de la corruption d'agents de l'administration publique et de délits d'enrichissement illicite. Sur ce montant, 903 M USD correspondent à des rapports de l'UIF émis durant les deux seules dernières années.

Le Pérou devient le deuxième producteur mondial de cuivre. D'après Comex-Peru, le Pérou a extrait 2,15 millions de tonnes de cuivre pendant la période janvier-novembre 2016, augmentant de 42% sa production par rapport à la même période de l'année précédente (1,6 million de tonnes en 2015). Ainsi, le Pérou aurait dépassé la Chine (1,8 million de tonnes en 2015), pour se situer au 2ème rang, loin derrière le Chili (5,7 millions de tonnes en 2015).

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Nouvelle émission obligataire. La République dominicaine a réalisé le 18 janvier une émission obligataire d'un montant de 1,2 Md USD, d'une maturité de 10 ans et assortie d'un taux d'intérêt de 5,95% (contre 6,875% lors d'une émission obligataire comparable, effectuée en janvier 2016 pour un montant de 1 Md USD). Le carnet d'ordres a atteint 2,9 Md USD (soit plus du double de l'offre). Le succès de cette nouvelle émission obligataire témoigne de la confiance du marché dans l'économie dominicaine, qui a connu entre 2013 et 2016 la plus forte croissance d'Amérique latine et des Caraïbes.

Visite de la Secrétaire du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. La République dominicaine a fait l'objet d'un rapport d'examen (phase 1) par les pairs, publié en août 2015 (reflétant le cadre légal et réglementaire au mois de mai 2015) puis d'un rapport d'examen de phase 2 publié en novembre dernier (qui se concentre sur la mise en œuvre de ce cadre au mois de mai 2016). A l'issue de ces examens, elle a été jugée « partiellement conforme », en raison de la possibilité, pour les sociétés anonymes, d'émettre des actions au porteur. Monica Bhatia, la Secrétaire du Forum mondial était sur place les 17 et 18 janvier pour sensibiliser le pays et notamment ses parlementaires aux recommandations du Forum mondial.

VENEZUELA

La distribution des nouveaux billets de banque a commencé. Après plus d'un mois de fiasco total et quatre prorogations forcées de la date limite de validité des billets de 100 bolivars au 20 février 2017, les premiers billets de 500, 5000 et 20 000 bolivars ont fait leur apparition, au compte-goutte, le 16 janvier 2017 dans le pays, à l'exception des États frontaliers pour tenter d'éviter la fuite de ces billets dans les réseaux de contrebande. Pour autant, les 114 Md de bolivars en billets de 500, 5000 et 20 000 bolivars livrés au pays, selon le Président Maduro, ne représenteraient que deux billets en moyenne par habitant ou moins de 18% des billets de 100 bolivars déjà retirés de la circulation. Par ailleurs, faute d'avoir reçu toutes les nouvelles dénominations (dont les billets de 1000, 2000 et 10 000 bolivars), les banques ne peuvent initier le calibrage des distributeurs de billets qui devra donc attendre plusieurs mois de plus.

Ouverture de bureaux de change à la frontière colombienne. Le gouvernement a autorisé l'ouverture de bureaux de change à la frontière colombienne pour tenter de contrôler le taux de change parallèle bolivar/dollar ainsi que la fuite des billets de banque en Colombie. Le taux a été fixé officiellement à 4 pesos par bolivars alors que, en Colombie, le bolivar s'échange à 0,9 peso. Le taux dollar/bolivar a été fixé à 733 bolivars par USD alors que sur le marché parallèle, le dollar vaut 3607 bolivars, et le montant maximum sera de 200 USD en espèces et de 300 USD par transfert. Les conditions exigées pour en bénéficier sont lourdes (copie de la carte d'identité, présence physique, copie du registre fiscal, copie d'une facture d'électricité, et copie de la déclaration d'impôt) mais ne devraient pas décourager les clients tant la demande de devises est forte à ce taux. En revanche, personne ne sait comment le gouvernement pourra y répondre eu égard au niveau critique des réserves en devises.

Le Président Maduro a promulgué un nouveau décret d'urgence économique qui lui donne, une fois de plus, les pleins pouvoirs pour légiférer par ordonnance durant une période de deux mois. Le blocage institutionnel entre le législatif et l'exécutif n'est donc pas près de s'améliorer.

Pour la seconde année consécutive, le Venezuela est en tête du classement mondial 2016 de l'Indice de Pénurie (Misery index), réalisé par l'Université Johns Hopkins. Les critères d'inflation, de chômage et de pénurie de produits de première nécessité (dont les médicaments), ont pesé dans le résultat.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional